

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 96 | 18-24 avril 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 185 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

23 avril : La Cour européenne des droits de l'homme a refusé d'examiner une requête déposée au nom d'Ali Osman Köse, un patient cancéreux de 66 ans emprisonné, au motif qu'il n'avait pas épuisé les voies de recours internes. Köse a été maintenu en prison malgré de nombreuses demandes de libération et la recommandation des médecins de le surveiller de près.

23 avril : Nesli Kanat, l'épouse du détenu malade de 40 ans Hakan Kanat, a publié une vidéo appelant à la libération immédiate de son mari. Kanat est un ancien enseignant emprisonné pour des liens présumés avec Gülen et en octobre, il a subi une opération chirurgicale majeure.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

18 avril : Les procureurs de Mardin ont rejeté une enquête sur le meurtre d'un migrant alors qu'il tentait de

passer en Turquie depuis le nord de la Syrie en novembre 2021.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

18 avril : La police d'Istanbul est intervenue lors d'une manifestation pour commémorer un incident meurtrier du 1er mai 1977, arrêtant 26 personnes, dont des membres du HDP.

19 avril : La police d'Istanbul a brièvement détenu un homme qui organisait une manifestation devant un palais de justice.

19 avril : La police d'Antalya a arrêté quatre personnes pour leur participation à des manifestations organisées dans la province.

19 avril : Le bureau du gouverneur de Hakkari a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

20 avril : La police d'Istanbul a brièvement arrêté cinq personnes qui organisaient une manifestation pour deux prisonniers en grève de la faim.

21 avril : La police de Muğla a arrêté huit personnes pour avoir participé aux célébrations du Newroz en mars.

21 avril : La police d'Istanbul a brièvement détenu deux personnes qui manifestaient pour les prisonniers en grève de la faim.

24 avril : Le bureau du gouverneur d'Istanbul interdit les rassemblements pour marquer le génocide arménien

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

18 avril : Les procureurs d'Izmir ont inculpé Abdullah Poyraz, le père de l'employé du HDP Deniz Poyraz qui a été tué lors d'une attaque armée contre un bureau du parti l'année dernière, pour diffusion de propagande terroriste dans une interview qu'il a accordée aux médias à propos de l'incident.

18 avril : Les gouverneurs locaux d'Ankara ont interdit une émission en direct prévue par la chaîne de télévision pro-opposition Halk.

18 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à une colonne et à un reportage sur un ancien cadre de la chambre de commerce qui a été arrêté pour trafic de drogue.

19 avril : La police d'Istanbul a arrêté le journaliste İbrahim Haskoğlu après avoir allégué qu'un site Web gouvernemental contenant des informations personnelles sur des citoyens avait été piraté. Haskoğlu a été arrêté dans l'attente de son procès et envoyé en prison le même jour.

19 avril : Un tribunal a condamné le rappeur turco-néerlandais Önder Doğan (pseudonyme Murda) à quatre ans et deux mois de prison pour avoir prétendument encouragé la consommation de drogue dans trois chansons.

19 avril : Un tribunal d'Ankara a décidé de bloquer l'accès à six reportages sur des allégations impliquant un haut conseiller présidentiel.

20 avril : Les procureurs d'Istanbul ont requis jusqu'à quatre ans et un mois pour Ekrem İmamoğlu, le maire de l'opposition d'Istanbul qui est jugé pour avoir insulté les membres du principal organe électoral de Turquie.

20 avril : Un tribunal d'Uşak a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur la rencontre d'un médecin-chef local avec un député du parti au pouvoir.

20 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé d'acquitter le journaliste Rüstem Batum qui a été jugé pour avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

24 avril : Un politicien de droite à Çanakkale a menacé de mort un journaliste local.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

22 avril : La police de l'aéroport d'Istanbul a interdit au député HDP Kemal Bülbül de se rendre à l'étranger pour assister à un événement, invoquant une interdiction de voyager sur son passeport.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

19 avril : Un tribunal d'Ankara a décidé d'acquitter Öztürk Türkdoğan, un dirigeant de l'Association des droits de l'homme (İHD) qui a été jugé pour des accusations liées au terrorisme.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

22 avril : Un tribunal de Diyarbakır a statué qu'aucune accusation de négligence ne pouvait être portée contre un policier qui a renversé un enfant de 5 ans avec un véhicule blindé.

MINORITÉ KURDE

18 avril : Les procureurs d'Izmir ont inculpé Abdullah Poyraz, le père de l'employé du HDP Deniz Poyraz qui a été tué lors d'une attaque armée contre un bureau du parti l'année dernière, pour diffusion de propagande terroriste dans une interview qu'il a accordée aux médias à propos de l'incident.

18 avril : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation pour commémorer un incident meurtrier du 1er mai 1977, arrêtant plus de 20 personnes, dont des membres du HDP.

20 avril : La police de Diyarbakır a arrêté 10 personnes, dont des politiciens locaux et des membres du HDP.

22 avril : La police d'Ağrı a arrêté trois politiciens pro-kurdes.

22 avril : La police de l'aéroport d'Istanbul a interdit au député HDP Kemal Bülbül de se rendre à l'étranger pour

assister à un événement, invoquant une interdiction de voyager sur son passeport.

24 avril : Les procureurs d'Ankara ont ordonné la détention de 18 politiciens pro-kurdes dans le cadre d'une enquête sur les manifestations de 2014 dans les provinces du sud-est

CONDITIONS CARCÉRATIVES

20 avril : Une prison de Şanlıurfa a refusé aux prisonniers politiques leur droit à l'appel vidéo et a refusé de livrer les articles qui leur avaient été envoyés.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

18 avril : Le président Recep Tayyip Erdoğan a annoncé que son gouvernement travaillait sur des plans pour assurer le retour « digne » des réfugiés syriens dans leur patrie.

18 avril : Les procureurs de Mardin ont rejeté une enquête sur le meurtre d'un migrant alors qu'il tentait de passer en Turquie depuis le nord de la Syrie en novembre 2021.

18 avril : Les autorités de la province frontalière de Van ont arrêté plus de 100 migrants en provenance d'Afghanistan.

19 avril : L'association du barreau d'Izmir a signalé qu'une centaine de migrants afghans avaient été torturés et maltraités et avaient été contraints de signer des papiers de retour volontaire dans un centre de renvoi pour migrants à Izmir.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

18 avril : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont agressé physiquement le détenu Hasan Aşa qui s'est disputé avec eux après s'être vu refuser ses médicaments. Les deux bras d'Aşa ont été cassés à la suite de l'incident.

18 avril : Des gendarmes à Van ont physiquement maltraité deux personnes arrêtées alors qu'elles tentaient de pénétrer illégalement en Iran.

18 avril : Le député de l'opposition Sezgin Tanrıkulu rapporte que 281 actes de torture ont eu lieu en mars, dont 51 en prison.

19 avril : L'association du barreau d'Izmir a signalé qu'une centaine de migrants afghans avaient été torturés et maltraités et avaient été contraints de signer des papiers de retour volontaire dans un centre de renvoi pour migrants à Izmir.

19 avril : Les gardiens d'une prison d'Antalya ont agressé physiquement le détenu Süleyman Acun qui a refusé de se soumettre à une fouille à nu lors d'un transfert de prison.

19 avril : Les gardiens de la prison de Çorum ont fouillé à nu le détenu Selman Büyüktop lors d'un transfert de prison.

19 avril : Les gardiens d'une prison d'Izmir ont agressé physiquement le détenu Zeki Bayhan qui avait résisté à une fouille à nu lors d'un transfert de prison.

19 avril : Les gardiens d'une prison de Batman ont agressé physiquement le détenu Alaattin Demir.

20 avril : Un responsable de la prison de Şanlıurfa a verbalement menacé un détenu.

24 avril : La police d'Istanbul a maltraité physiquement deux personnes lors d'un contrôle d'identité.